



Que cache l'intégration énergétique et minière en Amérique Latine?

Par [Julie Ducrot](#)

Mondialisation.ca, 07 septembre 2004

7 septembre 2004

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)
Thème: [Pétrole, Gaz de schiste, Énergie](#)

L'intensification du pillage des ressources naturelles

Ces derniers temps, il est devenu dangereux d'exposer honnêtement les enjeux liés à l'exploitation du gaz bolivien et de faire savoir que celui-ci n'est pas destiné à être embarqué vers l'Amérique du Nord, mais à être consommé au Chili. Le journaliste Wilson García Mérida, poignardé près de Cochabamba à la fin août, pourra heureusement encore vous en dire beaucoup, lui qui avait écrit, l'an dernier, un article intitulé « Le mythe du marché nord-américain: tout le gaz pour le Chili » [a]. Pour bien comprendre ce que les boliviens appellent « la guerre du gaz » et ce qu'en disait ce journaliste, il convient de se souvenir de faits ayant marqué la préparation du coup d'état contre le gouvernement de Salvador Allende et les trois décennies qui nous séparent de cet autre 11 septembre fatidique.

En 1970, le Président des Etats-Unis, Richard Nixon (alors ex-employé de Pepsi Co. [1]), Henry Kissinger, alors Conseiller pour les Affaires de Sécurité Nationale, Agustin Edwards, propriétaire du groupe de presse chilien « El Mercurio » et, à l'époque, vice-président chez Pepsi Co., ainsi que plusieurs organismes financiers privés, publics et multilatéraux, mirent sur pied une stratégie dont un des effets fût la réduction brutale des crédits octroyés au Chili, d'un montant moyen annuel d'environ 150 millions de dollars avant 1970 à rien en 1972. Cette stratégie, déjà en phase d'exécution avant l'arrivée d'Allende au pouvoir [2], ne pût éviter que ce dernier soit démocratiquement élu par le congrès du Chili, le surlendemain d'une opération de la CIA qui avait mit fin à la vie du Général des Forces Armées de ce pays, René Schneider [3].

Comme il l'avait promis, Salvador Allende entreprit un processus de nationalisation qui prévoyait le paiement d'importantes compensations à des multinationales telles qu'Anaconda Copper et ITT, liées à l'exploitation du cuivre et des télécommunications, respectivement [4].

A l'époque, Henry Kissinger, un homme qui se prétend respectueux des valeurs démocratiques, s'était permis de déclarer « *Je ne vois pas pourquoi nous devrions rester passifs et regarder un pays devenir communiste, simplement du fait de l'irresponsabilité de son peuple* » [5]. Ce personnage, accusé par beaucoup d'être l'un des grands assassins de masse du XXème siècle, obtint ce qu'il désirait le 11 septembre 1973, lors du sanguinaire coup d'état d'Augusto Pinochet et de la mort du président socialiste qui menaçait les intérêts des Etats-Unis [6]. Le 10 décembre de cette même année, le Prix Nobel de la Paix lui fût remis [7], malgré ses lourdes responsabilités dans les scandaleuses violations des

droits de l'homme commises, auparavant, au Chili, au Pakistan, au Cambodge, au Laos, au Vietnam, à Chypre et en Grèce [8].

Après de nombreuses années de terreur, suivies d'une démocratie soumise aux dictats des mêmes banques privées qui avaient saboté le gouvernement d'Allende et soutenu la dictature, le Chili pourrait apparemment s'enorgueillir d'avoir atteint une production annuelle de cuivre proche de 5 millions de tonnes (environ un tiers de la production mondiale)[9], associée à des gains qui seront, selon toute probabilité, supérieurs à dix milliards de dollars pour cette année [10].

Cependant, une des conséquences de cet appui à l'établissement de la dictature du Général Pinochet est qu' environ deux-tiers du cuivre chilien [9, 11] est exporté par des entreprises étrangères qui, sur base de déclaration de résultats économiques généralement négatifs, ne paient, en moyenne, moins de vingt millions de dollars au Trésor chilien sur chaque milliard de dollars de chiffre d'affaire obtenu! De son côté, ces dernières années, l'entreprise publique CODELCO a produit du cuivre pour une valeur annuelle moyenne proche de 2,5 milliards de dollars et, sur ce montant, a dû payer un impôt supérieur à 400 millions de dollars [12]! Selon le Sénateur chilien Jorge Lavandero, sur chaque million de tonnes de cuivre exporté, CODELCO paie plus de 900 millions de dollars au fisc, alors que les multinationales paient moins de 65 millions de dollars [13]. Cette situation est évidemment absurde au vu du fait que l'État chilien s'impose des conditions de concurrence suicidaires.

D'autre part, depuis la mise en application du Traité d'Intégration Minière entre l'Argentine et le Chili, en juillet 2001, ces entreprises minières administrent de manière souveraine près de 40 % du territoire chilien (la partie riche en minerais, bien sûr) [13]. Or, au cours de ce même mois de juillet 2001, alors que la presse bolivienne ne parlait presque que du cancer de son ex-président, le Général Hugo Banzer et de blocus routiers, Repsol, BG et BP, formaient le consortium Pacific LNG dans le but déclaré d'exporter du gaz vers l'Amérique du Nord [14]. Personne n'a évidemment fait le lien entre, d'une part, la perte de souveraineté du Chili sur ses énormes réserves de minerais et, d'autre part, le projet Pacific LNG. Peu nombreux aussi sont ceux qui ont observé que les deux principaux investisseurs de Pacific LNG (Repsol et BG), sont également les principaux fournisseurs de gaz argentin au Chili. Ces deux multinationales sont pourtant les deux principaux actionnaires de Metrogas, entreprise qui préside l'Associacion chilienne des Distributeurs de Gaz Naturel (AGN) [15].

Mais pourquoi tant de mensonges, me direz-vous? Et bien justement parce que ces trois pays, l'Argentine, le Chili et la Bolivie, n'ont pas encore tout à fait oublié l'époque de l'Opération Condor. Et puis, parce qu'il fallait être habile pour arriver à fournir de l'énergie aux gigantesques opérations d'exploitation du cuivre, en ne partageant pratiquement qu'un des bénéfices avec les états concernés. Pour la plupart, celles-ci sont établies dans le nord du Chili, une région désertique; ennuyeux, lorsqu'on a un besoin d'énergie électrique qui croît à une vitesse exceptionnelle et cela, dans un pays qui, pour produire 50 % de son électricité, dépend de l'eau [16, 17].

Un autre aspect étroitement lié à ce qui se passe en Bolivie, soit précisément de l'autre côté de la frontière, est que 100 % du gaz utilisé par les centrales thermoélectriques de cette région aride est importé d'Argentine. Il est indéniable que la dépendance énergétique du Chili, vis-à-vis du gaz argentin, constitue un grave facteur limitant pour l'économie chilienne. Cependant, cette situation atteint des extrêmes dans les régions I et II où l'on trouve pratiquement toutes les mines de cuivre de cette industrie qui, à elles seules,

absorbent 85 % de toute l'électricité consommée [9, 18]. La situation est tellement désespérante que, depuis 1996, quand il a commencé à importer du gaz naturel et du pétrole argentins, le Chili a aussi été obligé d'importer -par bateau- du charbon et du pétrole d'Indonésie, de Colombie, d'Australie et d'autres fournisseurs d'outre-mer. Dans l'ensemble, les importations qu'effectue le Chili pour couvrir sa demande d'énergie, lui coûtent environ trois milliards de dollars par an et en font le premier importateur latino-américain de gaz naturel [19]!

Ce panorama est parfaitement connu des administrateurs de Suez-Tractebel (France), Endesa (Espagne), Sempra Energy, AES Corporation et CMS Energy (États-Unis), entreprises qui dominent le marché de la génération et de la distribution d'électricité, non seulement au Chili, mais aussi au Pérou et en Argentine [20]. Ces multinationales sont intimement liées aux projets d'exploitation et/ou de transport de gaz naturel péruvien (Camisea) et bolivien (Tarija). Ces entreprises sont associées à de puissants partenaires financiers (Deutsche Bank, Citigroup, Fortis, JP Morgan Chase, BBVA, BSCH, La Caixa, etc.), et à d'autres organisations dont le pouvoir politique et économique est indiscutable, telles que la Commission Trilatérale, le Council on Foreign Relations (CFR), le Groupe Bilderberg, l'Institut des Amériques et la Société des Amériques [21].

C'est précisément au sein de ces deux dernières organisations que Gonzalo Sánchez de Lozada, aussi appelé Goni (l'entrepreneur le plus riche de Bolivie, ex-Président en fuite depuis le 17 octobre de l'année passée aux États-Unis) [22], s'est joint aux patrons de plusieurs de ces multinationales établies dans la région et qu'il a été amené à servir leurs intérêts avant ceux de son peuple. Effectivement, en moins de vingt ans et en collaboration avec d'autres politiciens corrompus, il a liquidé les piliers de l'économie bolivienne (les entreprises publiques du pétrole, YPFB, et des minerais, COMIBOL); il a également transféré la quasi-totalité des réserves de minerais et d'hydrocarbures à des investisseurs étrangers (Apex Silver Mines, Repsol, BG, BP, Petrobras, etc.) [23] et baissé les taux d'impôts à l'exportation de matières premières à des niveaux suicidaires pour l'État.

De plus, les gouvernements de Goni et de ses amis néolibéraux, qui se sont succédés depuis 2001, ont délibérément menti au peuple en lui faisant croire que, dans le cadre du projet dénommé «Pacific LNG», le gaz de Tarija ne ferait que traverser le Chili ou le Pérou pour être embarquer vers l'Amérique du Nord. En fait, cet incroyable mensonge a été fait dans le but d'éviter un nouveau refus de la part des Forces Armées, lesquelles, en 1995, s'étaient déjà opposées à un important projet de construction d'un gazoduc entre Tarija et la côte Pacifique du nord chilien. Alors qu'en 1994, ce projet portant sur plusieurs centaines de millions de dollars, avait été approuvé par YPFB, ENAP (entreprise publique chilienne du pétrole) et BHP, deux ans plus tard, en 1996, Goni et YPFB avaient permis une classification des réserves de gaz qui déterminait que le Département de Tarija ne possédait pas de gaz naturel (!) et que le gaz qui y serait découvert par la suite ne paierait plus 38 % sur le prix fixé à la sortie du puit (fixé par des multinationales qui, actuellement, se vendent le gaz à elle-même!), mais seulement 6 % au Trésor National! Moins de cinq ans plus tard, on « découvre » que la Bolivie a multiplié ses réserves prouvées de gaz par dix et que près de 90 % de ces réserves se trouvent dans le Département de Tarija!

Il faut souligner que, toujours en 1996, ce même Goni avait approuvé la Loi 1689 qui, depuis lors, empêche l'entreprise nationale YPFB de continuer à explorer, produire, commercialiser et transporter des hydrocarbures, même pour le marché interne!

De plus, pour achever de ruiner le Trésor National en réduisant à sa plus simple expression

le revenu fiscal que la Bolivie pourrait obtenir via ce projet « Pacific LNG », les multinationales et leurs serviteurs politiques boliviens ont inventé un marché de fiction: la Californie. En 2001, elles firent croire aux boliviens que si « leur » gaz n'étaient pas acheminé rapidement vers cet état américain, il s'y produirait une grave crise énergétique. Or, il s'avère que depuis cette époque, au départ de ses régions occidentales (justement les plus proches de la Californie), les Etats-Unis ont exporté vers le Canada et vers le Mexique, plus de 1500 milliards de pieds cubiques de ce combustible non-renouvelable qu'est le gaz naturel [17]!

Depuis 2001, cette campagne de désinformation massive a permis aux plus importants mass médias boliviens de se refaire une santé en jouant le jeu des plus grandes multinationales mondiales du pétrole, justement présentes dans le Département de Tarija (Total, ExxonMobil, Halliburton, ChevronTexaco, BP, Petrobras, Repsol, Shell, Enron, etc.).

Ces processus d'expropriation des richesses naturelles boliviennes par des entreprises et des politiciens, membres d'organisations liées à la famille Rockefeller, ramènent le souvenir de l'expulsion de la Standard Oil du New Jersey (entreprise qui appartenait aux Rockefeller). Effectivement, en 1937, celle-ci fût expulsée de Bolivie, deux ans après que ce pays ait découvert que la multinationale pétrolière avait construit un gazoduc secret qui lui permettait d'exporter du gaz bolivien vers l'Argentine et, par ce biais, vers le Paraguay, pays avec lequel la Bolivie était en guerre [24]!

Il faut aussi remarquer que ces processus d'expropriation sont fortement appuyés par la Banque Mondiale et par le Fonds Monétaire International, institutions dirigées par des personnages bien connus des dirigeants d'organisations déjà citées plus haut, telles que la Commission Trilatérale et le CFR. L'on constate avec étonnement qu'au moment où ces institutions financières multilatérales, prétendument inquiètes face à la misère des peuples du « Monde en Développement », forçait la Bolivie à privatiser ses richesses naturelles et ses entreprises publiques, la Banque Mondiale encourageait, dans les départements andins de Potosí et d'Oruro, le transfert de l'administration des déchets miniers toxiques d'entreprises privées vers l'État [25]! En coordination avec le FMI, la Banque Mondiale, parfaitement informée de la situation décrite plus haut, puisque partie prenante, au travers de l'IFC (International Finance Corporation), d'énormes projets d'investissements miniers au Chili et en Bolivie, fait pression sur les autorités boliviennes pour qu'elles permettent l'exportation du gaz « bolivien » vers les côtes de l'Océan Pacifique [26].

Finalement, le Comité Civique de Tarija manipulé par un petit groupe d'habitants de cette ville, capitale du département gazier du même nom, prétend représenter les intérêts régionaux, en défendant ce projet; dans ce cadre, il encourage un mouvement d'autonomie régionale qui divise et affaiblit le pays, et cherche à éviter que soit prise en compte l'opinion de millions de boliviens qui ont compris que ce projet menace le futur de la nation bolivienne et le leur [27]. ¡Devinez qui les finance!

Julie Ducrot, Septembre 2004

References des sites web consultés

[a] <http://www.redvoltaire.net/article409.html>

[1] http://www.jfk-fr.com/en/bio_3.php

<http://www.angelfire.com/co/COMMONSENSE/chile.html>

[2] <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB8/nsaebb8.htm>
<http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB8/ch18-01.htm>

[3] <http://www.unhchr.ch/Huridocda/Huridoca.nsf/0/bfff4d302f5a1d448025673c005efa10?OpenDocument>

[4] <http://www.geocities.com/Area51/Zone/2424/cia.html>

[5] <http://www.progressive.org/mplandau998.htm>

[6] <http://www.monde-diplomatique.fr/2001/10/WARDE/15671>

[7] <http://www.nobel.se/peace/laureates/1973/index.html>

[8] http://www.google.be/search?q=cache:OoNbFMzevAMJ:www.stlimc.org/front.php%3Farticle_id%3D1009+Kissinger+fact+sheet+&hl=fr

[9] <http://www.cochilco.cl/productos/trimestral/trimestral.pdf>

<http://minerals.usgs.gov/minerals/pubs/commodity/copper/240303.pdf>

[10] <http://www.24horaslibre.com/economia/1082222835.php>

[11] <http://www.kghm.pl/en/firma08.php>

[12] http://www.diarioelgong.cl/news/one_news.asp?IDNews=17461

<http://www.puntofinal.cl/547/fugadeimpuestos.htm>

[13] http://www.attac.cl/archivos/documentos/2002/10_octubre/el_cobre_la_historia.html

<http://www.iadb.org/intal/publicaciones/CARTAS/CartaINTAL60esp.pdf>

[14] <http://minerals.usgs.gov/minerals/pubs/country/2001/blmyb01r.pdf>

http://www.eclac.cl/publicaciones/DesarrolloProductivo/8/LCG2178PI/LCG2178_Hydrocarbons.pdf

[15] <http://www.agnchile.cl/>

[16] <http://www.fossil.energy.gov/international/Western%20Hemisphere/chilover.html>

[17] http://www.bp.com/liveassets/bp_internet/globalbp/globalbp_uk_english/publications/energy_reviews/STAGING/local_assets/downloads/pdf/natural_gas_section_2004.pdf

[18] <http://www.quepasa.cl/revista/2002/02/24/t-22.02.QP.NEG.GAS.html>
<http://www.editec.cl/electricidad/Elec50/50noti.htm>

[19] http://www.cne.cl/archivos_bajar/inf_sic_abr03d.pdf

- [20] http://www.sempra.com/companies_international.htm
<http://www.forolatibex.com/esp/programa/presentaciones/dia21Tractebel.ppt>
http://www.lainsignia.org/2003/diciembre/econ_039.htm
- [21] <http://www.trilateral.org/memb.htm>
<http://www.bilderberg.org/2004.htm>
<http://www.propagandamatrix.com/watsonrptbilderberg1.html>
- [22] http://www.americas-society.org/as/events/pdf.d/as_2000_annual_report.pdf
www.iamericas.org/pdfs/AnnualReports/annual2001.pdf
- [23] <http://www.argenpress.info/nota.asp?num=002498>
- [24] http://www.eca-watch.org/multilang/spanish/bolivia/enron_bolivia-spanish.html
- [2 5]
<http://www.aguabolivia.org/prensaX/Prensa/2003/septiembre/septiembre3/M520030921.htm>
|
http://www.bancomundial.org.bo/proyectos/medio_ambiente.asp
- [26] <http://166.114.28.115/20030919/especial/especial04.htm>
- [27] http://www.elmostrador.cl/modulos/noticias/constructor/noticia.asp?id_noticia=66522

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Julie Ducrot](#), Mondialisation.ca, 2004

Articles Par : [Julie Ducrot](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca